Entretien. Yanis Varoufakis : “Macron a contribué à renforcer le populisme en France”

jeudi 27 décembre 2018, par [FEEHILY Gerry](#) (Date de rédaction antérieure : 24 décembre 2018).

Dans un large entretien, l'économiste et ancien ministre des Finances grec parle de sa prochaine candidature aux élections européennes de 2019, d'Emmanuel Macron et des “gilets jaunes”, du bras de fer entre Rome et Bruxelles sur le budget de l'Italie ainsi que du Brexit, deux ans après la décision historique de la Grande-Bretagne de quitter l'UE.

Le 28 novembre dernier, Yanis Varoufakis a été invité à Oslo à l'occasion du [Xynteo Exchange](#), une conférence internationale réunissant des scientifiques, des intellectuels, des artistes et des patrons de grandes entreprises et de start-up pour discuter, dans le cadre du projet [“Europe Delivers”](#), de la question de la croissance économique à notre époque de changement climatique, d'intensification des tensions commerciales au niveau mondial et de défiance de l'opinion publique envers les institutions. Deux jours plus tôt, en tant que fondateur du Mouvement pour la démocratie en Europe 2025 (DiEM25), qu'il avait lancé en 2016 pour “démocratiser” l'Union européenne, il avait annoncé à Berlin son intention de se présenter aux élections européennes de mai 2019 dans la capitale allemande.

Varoufakis est un farouche détracteur de la politique budgétaire de l'UE et, en tant que ministre des Finances, il a sévèrement critiqué ses mesures d'austérité durant le face-à-face de 2015 entre Athènes et Bruxelles ainsi que les conditions du plan de sauvetage de la Grèce. Lors du Xynteo Exchange, il a déclaré que l'UE était une *“zone non démocratique”*, ce qui a suscité un vif émoi parmi les autres intervenants et les plus de 500 participants réunis dans un grand entrepôt des docks de la capitale norvégienne.

Cependant, en dépit de ses violentes critiques à l'encontre des institutions européennes et de sa réaction à la crise de la zone euro, Varoufakis est résolument opposé à sa désintégration.

En 2015, quand vous étiez ministre des Finances, vous avez livré des batailles mémorables contre votre homologue allemand, Wolfgang Schäuble, sur les conditions du sauvetage de la Grèce. Aujourd'hui, vous vous présentez aux élections européennes de 2019 sur une liste de la capitale allemande. Pourquoi ?

Yanis Varoufakis : Vous vous souvenez peut-être que notre mouvement, le DiEM25, a été inauguré en février 2016 à Berlin. Le choix de lieu n'était pas fortuit, il était intentionnel. Nous voulions signaler de manière symbolique que l'Europe ne pourrait pas se démocratiser et se fédérer si le processus de démocratisation ne commençait pas en Allemagne. Pourquoi l'Allemagne ? Parce que c'est la première puissance de l'Europe. Pour changer l'Empire romain il aurait fallu aller à Rome. C'est pourquoi tout changement maintenant doit partir de Berlin.

Nous voulons également marquer l'importance de mener une politique d'un nouveau genre : une

politique transnationale. Nous pensons que l'ancienne manière, qui consistait à former un parti dans un État-nation – aujourd'hui membre de l'Europe – et à proposer un programme électoral faisant toutes sortes de promesses aux citoyens de cet État contribue à créer et à perpétuer des illusions. Si nous ne faisons pas de la politique au niveau de l'Europe, si nous ne créons pas un mouvement pour faire face à toutes les crises économiques, sociales et politiques pouvant survenir en Europe, nous nous exposons à un morcellement de l'UE qui aura un coût énorme pour tous ses pays membres. Alors quel meilleur choix que l'Allemagne pour lancer notre campagne parlementaire européenne ?

Dans votre intervention de ce matin, vous avez déclaré qu'il n'y avait jamais eu un niveau d'épargne aussi élevé qu'aujourd'hui et aussi peu d'investissements dans les infrastructures.

L'Allemagne est l'exemple le plus criant. C'est un pays qui nage dans l'argent. Le gouvernement fédéral bénéficie de l'excédent budgétaire le plus colossal de l'histoire mondiale. Les banques croulent sous les dépôts étrangers : où mettriez-vous votre argent si vous étiez italien ? Les ménages épargnent, les entreprises font des placements. Pourtant, la moitié de la population vit moins bien qu'il y a quinze ans. Cela peut paraître incompréhensible, mais, en creusant un peu, on s'aperçoit que le niveau d'investissement en Allemagne est extrêmement bas par rapport au revenu national. Les infrastructures ne sont pas entretenues et les hôpitaux manquent plus de moyens qu'il y a dix ans. C'est le prix à payer pour l'énorme excédent de la balance commerciale qui n'est pas mis à profit.

Le président français ne semble pas avoir réussi à faire plier Berlin sur l'austérité.

Pour tout vous dire, je connais Emmanuel Macron. J'ai travaillé avec lui quand j'étais au gouvernement et plus tard. Sur un plan personnel, c'est quelqu'un que j'apprécie. Nous sommes en parfait accord dans notre analyse de ce qui ne va pas dans la zone euro, des raisons pour lesquelles elle engendre des forces déflationnistes et favorables à la désintégration qui font le lit du populisme, du racisme et de la xénophobie. Bien sûr, nous avons eu quelques désaccords, en particulier sur son programme.

Macron pense – et il n'a pas tort – que la France ne peut pas respirer dans la zone euro telle qu'elle est configurée aujourd'hui. L'économie française, soudée comme elle l'est à l'économie allemande par la monnaie commune, restera installée dans une tendance déflationniste, une tendance de récession, car la concentration des capitaux en Allemagne est beaucoup plus élevée qu'en France.

Des secteurs entiers de la France – géographiques et économiques – ont une très faible intensité capitaliste. Quand vous faites cohabiter deux économies aussi différentes et que vous ne pouvez pas jouer sur les taux de change, le seul moyen de préserver l'union monétaire entre les deux est de restreindre la demande en France. Autrement dit, des secteurs entiers du pays ont été laissés à la traîne. Cela, Macron l'a compris.

Pour parler trivialement, il a décidé de "germaniser" le marché du travail et le budget de la France, d'agir dans ce sens pendant un an, puis d'aller trouver Angela Merkel pour lui dire : *"Voilà ce que j'ai fait, maintenant nous devons nous fédérer, avoir un budget commun, une assurance chômage commune, etc."* Avant son élection à la présidence, j'ai signalé à Macron que c'était une erreur, car dans tous les cas il en sortirait perdant. S'il échouait, il s'exposerait à un mouvement de contestation typiquement français, et s'il réussissait, la chancelière allemande lui répondrait : *"Non, merci beaucoup d'avoir germanisé la France, mais vous n'obtiendrez rien de moi."*

Et c'est ce qui s'est produit.

Il a entrepris de germaniser le marché du travail français en accordant davantage de droits aux employeurs et en assouplissant les lois du travail, ce que l'Allemagne avait fait quatorze ans plus tôt. Mais, comme je lui ai toujours dit, les politiques visant à accroître la compétitivité sont des jeux à somme nulle : le seul moyen d'être plus compétitif que l'autre est de l'affaiblir. Les réformes Harz IV de 2004, qui ont assoupli le marché du travail allemand, ont réussi parce que la France n'en avait pas de semblables. Aujourd'hui il est trop tard. En outre, ces réformes ont été appliquées en Allemagne à une époque où la demande mondiale était très forte. Quand vous êtes le seul pays à le faire dans un environnement prospère et que vous avez des marchés d'exportation comme ceux de l'Allemagne, vous pouvez en retirer d'énormes bénéfices, ce qui a été son cas. Mais germaniser le marché du travail à une époque de stagnation de la demande et des investissements, comme Macron l'a fait, n'avait aucune chance de redynamiser l'économie française.

En commettant cette erreur fondamentale, Macron a contribué à renforcer le populisme en France et il n'obtiendra rien de Merkel. C'est une erreur monumentale, dont nous allons tous payer le prix et qui signe sa mort politique. Il n'aurait pas dû attendre, comme il l'a fait, la tenue d'élections fédérales en Allemagne. Le premier jour de son mandat, il aurait dû mettre la pression sur Merkel en lui disant : *"Voilà ce que nous allons faire en France, c'est ce que je pense nécessaire pour l'Europe. Adhérez à ce programme dès maintenant, sinon je ferai comme de Gaulle, je m'opposerai à tout."* Vous souvenez-vous de la manière dont Charles de Gaulle laissait sa place vacante aux sommets européens ? Si Macron avait agi ainsi, Merkel aurait dû prendre une décision avant les élections fédérales, car il s'attendait à ce qu'elle les remporte haut la main. Mais, même avec une large victoire, elle n'aurait jamais pu se présenter devant le Bundestag en annonçant : j'ai un accord avec Emmanuel Macron, nous allons avoir un ministère des Finances commun, des eurobonds et que sais-je encore. Elle n'aurait jamais pu prendre ces décisions sans y avoir été autorisée.

Macron disposait d'une période de grâce de six mois pour créer une nouvelle Europe. N'oublions pas qu'il représentait le grand espoir de l'establishment libéral occidental et qu'il était le meilleur ami de Merkel. S'il avait agi ainsi, il aurait pris le leadership au niveau européen et, en France, il aurait pu lutter contre la stagnation des régions qui a engendré le mouvement des "gilets jaunes".

N'était-ce pas aussi une erreur colossale de la part de Macron d'augmenter la taxe sur le gazole alors même que les gens ont du mal à boucler leurs fins de mois en raison de la situation économique que vous venez de décrire ?

Dans les secteurs laissés à la traîne, les gens se sentent abandonnés et pensent que l'avenir de leurs enfants sera pire que le leur. Ils voient l'argent couler à flots dans les grandes métropoles, ils voient Macron et ses partisans se réjouir du Brexit en raison des emplois dans les banques qu'il va générer à Paris, alors qu'eux-mêmes sont confrontés à la dégradation de leurs infrastructures et de leurs conditions de travail, à des fermetures d'usines et à des hausses de prix. Nicolas Hulot, avec qui je me suis entretenu il y a quelque temps, m'a confié qu'on ne lui donnait pas les moyens d'accomplir la transition énergétique.

Aujourd'hui, les gouvernements autoritaires augmentent le prix du gazole. Étant écologiste, je ne doute pas de la nécessité de vendre les combustibles fossiles à des prix élevés. Mais dire à ces gens que le gouvernement ne va faire aucun investissement important dans l'économie verte, où ils pourraient trouver un emploi, qu'il va juste placer davantage d'argent dans les banques parisiennes et réduire les taxes sur les propriétés immobilières des riches, tout en accroissant le coût des déplacements qu'ils doivent effectuer pour accomplir un "travail peu gratifiant", c'est leur faire une véritable déclaration de guerre.

De son côté, la Grèce est endettée pour les trente, quarante, voire cinquante prochaines années.

Exact.

Et aujourd'hui, l'Italie est dans un état précaire, avec une économie stagnante, une dette massive et une bataille à livrer sur son déficit budgétaire. Bruxelles veut punir Rome, alors que plus le gouvernement italien de Matteo Salvini, le chef de l'extrême droite qui est de facto le Premier ministre, attaque l'UE, plus il devient populaire.

C'est dramatique, non ? Le problème est que Salvini et Jean-Claude Juncker [le président de la Commission européenne] ont tort l'un et l'autre. Objectivement, il faut reconnaître que Juncker et Salvini sont complices. Ils s'opposent l'un à l'autre, mais, s'ils étaient malins, ils s'adoreraient. Car Salvini a besoin de Bruxelles pour agir comme il le fait. Elle le fait apparaître comme un patriote qui défend son pays. Les mesures d'austérité inefficaces de l'UE sont à l'origine du mécontentement qui a assuré la montée de Salvini et qui, après les élections européennes de mai, pourrait lui valoir le poste de Premier ministre. Pendant ce temps, tous les Juncker, les Macron et les Merkel de ce monde disent à leur électorat : on sait que vous ne nous aimez pas, que vous êtes dans le pétrin, que nous avons très mal géré la crise de l'euro, mais soit c'est nous, soit c'est Salvini.

C'est exactement de cette manière que Macron prépare les élections de l'année prochaine.

Tout à fait. Donc [Salvini et Juncker] s'adorent. Ils pourraient même s'envoyer des lettres d'amour. Et pourtant l'un et l'autre ont tort. Prenons le budget de l'Italie : Rome a présenté un projet de budget prévoyant un déficit de 2,4 %, mais Bruxelles veut le limiter à 0,8 %. Salvini a tort de proclamer que l'Italie a le droit d'enfreindre les règles sans en proposer de nouvelles. Car dans le cadre très réglementé de l'UE, il est insensé de dire qu'on n'aime pas les règles. Quand j'étais en Europe, je ne disais pas que je n'aimais pas les règles ; je disais qu'ils se fondaient sur des règles qui n'avaient jamais existé, qu'il nous était impossible de les respecter car elles contribuaient à détruire la Grèce, et qu'il fallait donc en établir de nouvelles.

Mais je dirigeais les finances d'un pays en totale banqueroute et très petit. Quand vous êtes le Premier ministre d'un grand pays comme l'Italie, qui a 2 300 milliards d'euros de dette, vous avez un certain poids. Vous êtes en position de dire : *"Je demande une réunion du Conseil européen pour discuter de nouvelles règles. Et si vous n'acceptez pas, j'enfreindrai celles qui sont en place."* Mais Salvini ne va jamais proposer d'autres règles, car il ne veut pas de l'UE. Il aspire à sa désintégration.

Que se passerait-il si le Vatican en appelait à la puissance divine et si, demain, un gouvernement proeuropéen dirigé par Pierre Moscovici [commissaire européen aux Affaires économiques et financières] était élu à Rome pour imposer ses règles ? À l'heure où nous parlons, le déficit budgétaire de l'Italie est établi à 1,9 % (le gouvernement a revu son projet de budget initial, qui le fixait à 2,4 %). Selon les règles, il ne devrait pas dépasser 0,8 %. Autrement dit, une politique d'austérité est imposée à l'Italie pour le réduire de 1,1 %. Or le pays est en récession et, quand on applique des mesures d'austérité à une économie en crise, comme on l'a fait à mon pays, on le détruit.

Les règles en vigueur auraient donc pour effet de détruire l'Italie. Et c'est la ligne que Bruxelles entend suivre.

Qui souhaiteriez-vous voir gagner ? Rome ou Bruxelles ?

Je refuse de prendre parti. Je voudrais que Salvini et Juncker perdent, car ils nuisent aux intérêts de l'Italie et de l'Europe. C'est un argument difficile à faire entendre, car les gens aiment les confrontations du genre : *"Vous êtes pour Liverpool ou Manchester United ?"* Mais ce n'est pas ainsi qu'il faut appréhender les choses. Bruxelles et Salvini sont du même bord, et ce qu'il faut, c'est une

politique sensée pour changer les règles.

Par exemple, si l'UE veut respecter le pacte budgétaire, elle doit demander à la Banque d'investissement européenne (BIE) de lancer un plan d'investissement de grande ampleur en Italie. Ce plan ne devrait pas être inclus dans le budget italien, pour que la BIE puisse couvrir l'écart entre les 0,8 % demandés et le maximum de 3 % fixé par le pacte budgétaire et que de grands projets d'investissement puissent être mis en œuvre dans l'énergie verte, les transports écologiques, l'entretien des autoroutes sur lesquelles tant de gens trouvent la mort, etc. En stimulant la demande, ce plan permettrait de maîtriser le déficit budgétaire. Une partie des investissements nécessaires pourraient être "européanisés". La BIE interviendrait en émettant ses propres obligations, qui pourraient être achetées par la Banque centrale européenne. Ce serait parfaitement légal, conforme aux règles.

Vous êtes opposé au Brexit et, pendant la campagne du référendum, vous avez milité contre lui en Grande-Bretagne. Ce positionnement est déconcertant pour beaucoup de gens, sachant que, par ailleurs, vous décrivez l'UE comme une zone non démocratique.

Je me rappelle que j'avais l'impression que les pires ennemis du maintien dans l'UE étaient ceux qui étaient dépourvus de sens critique, des gens qui défendaient le scénario du pire en reprenant des arguments du genre *"Si on vote pour le Brexit, ce sera la fin du monde"*. Ils ne comprenaient pas qu'ils ne faisaient que ressusciter l'"esprit du Blitz" et que la réaction naturelle des Britanniques serait de se dire : *"Allons-y, plus ce sera dur, plus nous retrouverons notre fierté."* Sans compter ceux qui adhéraient à l'idée que *"l'UE est la plus belle invention du monde"*. Pourtant, tous ces gens-là avaient vu comment on avait traité mon pays, ils avaient pu constater de leurs propres yeux ce que j'ai expliqué dans mon intervention de ce matin - même si cela n'a pas plu à tout le monde -, à savoir que l'UE est une zone non démocratique.

Mais l'Union européenne a été créée comme une zone non démocratique. Regardez M. Barnier [négociateur en chef de l'UE pour le Brexit] : il est bien sûr très intelligent, mais c'est la parfaite illustration du manque de responsabilité démocratique. De même d'ailleurs que Martin Selmayr [l'ancien bras droit de Jean-Claude Juncker, connu pour son autoritarisme]. Or ce sont eux qui sont aux commandes. L'UE a été créée comme un cartel, avec l'administration d'un cartel. Le siège de Bruxelles a pour vocation d'exclure le peuple, de s'assurer que la démocratie ne pénètre pas à l'intérieur. Les gens en ont bien conscience. Il est donc insensé de leur dire que l'UE est fantastique et que ce serait courir à la mort que de la quitter.

On peut bien sûr tenter de les dissuader de voter pour le Brexit, mais en précisant que, même si l'Union européenne est incompétente, il ne faut pas oublier que le référendum portait non pas sur le désir d'y entrer, mais sur celui d'en sortir. Il y a une grande différence entre les deux. Car au bout de quarante ans passés dans l'UE, le pays y est tellement imbriqué que, s'il la quitte, les plus touchés seront les laissés-pour-compte, ceux que les autorités britanniques avaient oubliés au sein même de l'institution. En votant pour le Brexit, ces laissés-pour-compte voulaient se venger des élites, mais en définitive ils se puniront eux-mêmes.

Mon deuxième argument était qu'une politique progressiste devrait viser à minimiser les effets néfastes sur les plus vulnérables, alors que ce sont eux qui vont souffrir le plus du Brexit. C'était ma position à l'époque et elle n'a pas changé.

Mais comment démocratiser cette zone non démocratique ?

Ce que je rappelle à mes amis progressistes qui sont favorables au Brexit, c'est que l'UE est effectivement une zone non démocratique, mais qu'il ne faut pas oublier ce qu'était l'État

britannique au XIX^e siècle. Quand le mouvement ouvrier, l'ancêtre du Parti travailliste, est né, quel était son but ? C'était de se substituer à des institutions oligarchiques et non démocratiques - des zones non démocratiques - comme le palais de Whitehall, la Chambre des communes, qui gouvernait alors le pays, bref tous les organes de l'État. Il s'agissait de prendre la relève et non de les anéantir. La gauche jouait son va-tout. Pourquoi ne pourrions-nous pas en faire de même au niveau européen ? Mettons en parallèle deux scénarios : celui du Brexit et un autre dans lequel nous élisons un gouvernement progressiste en Grande-Bretagne et en Grèce, et ensemble mettons notre veto à toutes les propositions de l'UE. Je pense que ce serait un moyen plus efficace que le Brexit pour changer les choses en Europe.

Gerry Feehily

[Abonnez-vous](#) à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez chaque lundi par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais, dans la semaine écoulée.

P.-S.

Courrier International

<https://www.courrierinternational.com/article/entretien-yanis-varoufakis-macron-contribue-renforcer-le-populisme-en-france>